

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202352]

**14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie;

Vu le rapport du 13 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 4 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics et de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions autonomes*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 19 décembre 2007 : le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

2° le jour ouvrable : tous les jours de la semaine hormis le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux;

3° l'agent d'approbation : le directeur général de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie ou un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les règlements complémentaires relatifs aux mesures de stationnement payant, de stationnement réservé aux titulaires de cartes de stationnement communal ou de stationnement à durée limitée hormis celles matérialisées par les signaux E5, E7 et E11, ne sont pas soumis pour approbation à l'agent d'approbation.

Pour les mesures de réservation de stationnement pour personnes handicapées, le délai visé à l'article 4, § 2, alinéa 2, du décret du 19 décembre 2007, est de vingt jours même en l'absence de consultation préalable si le règlement complémentaire porte uniquement sur cette mesure.

§ 2. Le conseil communal mentionne dans sa délibération si la mesure a fait l'objet d'une consultation préalable ou si elle a été établie sur base de l'invitation du Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions, en vertu de l'article 5 du décret du 19 décembre 2007.

**Art. 3.** Les conseils communaux peuvent arrêter des règlements complémentaires relatifs aux voiries régionales en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 19 décembre 2007, exclusivement pour les mesures :

1° de stationnement à durée limitée;

2° de stationnement payant;

3° de stationnement réservé aux titulaires d'une carte de stationnement communale;

4° de réservation de stationnement;

5° d'interdiction de stationnement ou d'arrêt sur des distances inférieures ou égales à trente mètres.

Les règlements complémentaires concernant les mesures relatives aux signaux E5, E7 et E11, et aux mesures visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 5°, sont soumis pour approbation à l'agent d'approbation qui, selon le cas, approuve tout ou partie du règlement complémentaire ou l'improove.

Les règlements complémentaires concernant les mesures non visées à l'alinéa 2 sont soumis pour approbation à l'agent d'approbation uniquement dans le cas de la création de nouveaux emplacements de stationnement.

Pour les mesures de réservation de stationnement pour personnes handicapées, le délai visé à l'article 3, § 2, alinéa 2, du décret du 19 décembre 2007 est de vingt jours même en l'absence de consultation préalable si le règlement complémentaire porte uniquement sur cette mesure.

**Art. 4.** Les demandes d'approbation à introduire en vertu des articles 2 et 3 le sont par voie électronique. Elles peuvent cependant encore l'être jusqu'à six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté par voie postale.

Les demandes sont réputées réceptionnées :

1° le premier jour ouvrable qui suit la transmission du dossier par voie électronique;

2° le cas échéant, le premier jour ouvrable qui suit la date de cachet de la poste du courrier reçu contenant le dossier.

**Art 5.** Les délais visés aux articles 3, § 2, alinéa 2, et 4, § 2, alinéa 2, du décret du 19 décembre 2007 sont interrompus si la demande d'approbation est incomplète ou en cas d'erreur formelle manifeste constatée dans la délibération du conseil communal. Un nouveau délai est calculé dès la réception des pièces réclamées auprès de la commune et si la demande est jugée complète par l'agent d'approbation.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

**Art. 6.** L'article 69/2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 69/2. Délégation est accordée au directeur général ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour faire application des articles 2 et 5 du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et faire appliquer les mesures d'office visées à l'article 13 du même décret. ».

**Art. 7.** Dans l'article 69/5 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2017, les mots « en application de l'article 78.1.1 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière » sont remplacés par les mots « en application de l'article 10, § 2, du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 8.** Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions et le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.  
Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202352]

**14. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie**

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie;

Aufgrund des Berichts vom 13. November 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 4. Dezember 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der öffentlichen Arbeiten und der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Autonome Bestimmungen*

**Artikel 1** -Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 19. Dezember 2007: das Dekret vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel;

2° Werktag: Alle Tage der Woche außer der Samstag, Sonntag und die gesetzlichen Feiertage;

3° genehmigender Bediensteter: der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder ein von ihm zu diesem Zweck bestellter Bediensteter der Stufe A.

**Art. 2.** § 1. Die zusätzlichen Verordnungen bezüglich der Maßnahmen für gebührenpflichtiges Parken, für den Inhabern eines Gemeindeparkausweises vorbehaltenes Parken oder für zeitlich begrenztes Parken, mit Ausnahme derjenigen, die durch die Verkehrsschilder E5, E7 und E11 gemeldet werden, werden dem genehmigenden Bediensteten nicht zur Genehmigung unterbreitet.

Für die Maßnahmen zum Vorbehalten von Kraftfahrzeugabstellflächen für behinderte Personen beträgt die in Artikel 4 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 genannte Frist zwanzig Tage, auch bei fehlender vorheriger Konsultation, wenn die zusätzliche Verordnung ausschließlich diese Maßnahme betrifft.

§ 2. Der Gemeinderat vermerkt in seiner Beratung, ob die Maßnahme Gegenstand einer vorherigen Konsultation gewesen ist, oder ob sie gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 auf Grund der Aufforderung des Ministers, zu dessen Zuständigkeiten die Verkehrssicherheit gehört, ergriffen wurde.

**Art. 3.** Die Gemeinderäte können gemäß Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 zusätzliche Verordnungen bezüglich der regionalen Straßen ausschließlich für die folgenden Maßnahmen bestimmen:

- 1° zeitlich begrenztes Parken;
- 2° gebührenpflichtiges Parken;
- 3° den Inhabern eines Gemeindeparkausweises vorbehaltenes Parken;
- 4° Vorbehalten von Kraftfahrzeugabstellflächen;
- 5° Verbot, auf Abstände bis zu einschl. dreißig Meter zu parken oder anzuhalten.

Die zusätzlichen Verordnungen bezüglich Maßnahmen über die Verkehrsschilder E5, E7 und E11, und Maßnahmen von Absatz 1 Ziffer 4 und 5 werden dem genehmigenden Bediensteten zur Genehmigung unterbreitet, der je nach Fall die zusätzliche Verordnung ganz oder teilweise genehmigt oder aber nicht genehmigt.

Die zusätzlichen Verordnungen über Maßnahmen, die nicht in Absatz 2 erwähnt sind, werden dem genehmigenden Bediensteten ausschließlich in dem Fall der Schaffung von neuen Kraftfahrzeugabstellflächen zur Genehmigung unterbreitet.

Für die Maßnahmen zum Vorbehalten von Parkplätzen für behinderte Personen beträgt die in Artikel 3 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 genannte Frist zwanzig Tage, auch bei fehlender vorheriger Konsultation, wenn die zusätzliche Verordnung ausschließlich diese Maßnahme betrifft.

**Art. 4.** Die gemäß Artikel 2 und 3 einzureichenden Genehmigungsanträge müssen auf elektronischem Weg eingereicht werden. Sie können jedoch bis sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses per Post eingereicht werden.

Die Anträge gelten als empfangen:

- 1° am ersten Werktag nach Übermittlung der Akte auf elektronischem Weg;
- 2° ggf. am ersten Werktag nach dem Datum des Poststempels auf dem die Akte enthaltenden empfangenen Schreiben;

**Art 5** - Die in den Artikeln 3 § 2 Absatz 2, und 4 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 genannten Fristen werden unterbrochen, wenn der Genehmigungsantrag unvollständig ist, oder im Falle eines eindeutigen in der Beratung des Gemeindrates festgestellten Formfehlers. Eine neue Frist wird ab dem Empfang der bei der Gemeinde verlangten Unterlagen berechnet, wenn der Antrag von dem genehmigenden Bediensteten als vollständig betrachtet wird.

#### KAPITEL II — *Abänderungsbestimmungen*

**Art. 6.** Artikel 69/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtenerteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 69/2. Dem Generaldirektor oder einem von ihm zu diesem Zweck bestellten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, um Artikel 2 und 5 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel anzuwenden und die in Artikel 13 desselben Dekrets erwähnten Maßnahmen von Amts wegen anzuwenden zu lassen.“

**Art. 7.** In Artikel 69/5 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2017 werden die Wörter „in Anwendung von Artikel 78.1.1 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die Straßenverkehrspolizei“ durch die Wörter „in Anwendung von Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel“ ersetzt.

#### KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

**Art. 8.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Straßen gehören, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 9.** Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2019 wirksam.

Namur, den 14. März 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202352]

14 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden bij de Waalse Overheidsdienst

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden bij de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het rapport van 13 november 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 4 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken en de Minister van Plaatselijke besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Autonome bepalingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° het decreet van 19 december 2007: het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen;

2° de werkdag: alle dagen van de week, met uitsluiting van zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen;

3° de goedkeurend beambte: de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst of een daartoe door hem aangewezen ambtenaar van niveau A.

**Art. 2.** § 1. Bijkomende reglementen met betrekking tot maatregelen voor betalend parkeren, parkeren gereserveerd voor houders van gemeentelijke parkeerkaarten of parkeerkaarten van beperkte tijd, met uitzondering van de verkeersborden E5, E7 en E11, worden niet aan de goedkeuring van de goedkeurend beambte onderworpen.

Voor de maatregelen met betrekking tot parkeerreservering voor gehandicapten, bedraagt de termijn bedoeld in artikel 4, § 2, tweede lid, van het decreet van 19 december 2007, twintig dagen, zelfs zonder voorafgaand overleg indien het aanvullende reglement enkel op deze maatregel betrekking heeft.

§ 2. De gemeenteraad vermeldt in zijn besluit of de maatregel het voorwerp is geweest van een voorafgaand overleg of is vastgesteld op basis van een uitnodiging van de Minister die bevoegd is voor de verkeersveiligheid, krachtens artikel 5 van het decreet van 19 december 2007.

**Art. 3.** De gemeenteraden kunnen bijkomende reglementen vaststellen met betrekking tot gewestwegen, krachtens artikel 3, § 1, van het decreet van 19 december 2007, uitsluitend met betrekking tot maatregelen voor:

1° het parkeren voor een beperkte tijd;

2° betalend parkeren;

3° het parkeren op plaatsen voorbehouden aan de houders van een gemeentelijke parkeerkaart;

4° parkeerreservering;

5° het verbod om te parkeren of te stoppen op afstanden kleiner dan of gelijk aan dertig meter.

Het aanvullende reglement betreffende de maatregelen met betrekking tot de verkeersborden E5, E7 en E11 en de in het eerste, vierde en vijfde lid bedoelde maatregelen, worden ter goedkeuring aan de goedkeurend beambte voorgelegd, die desgevallend dit aanvullende reglement geheel of gedeeltelijk goed- of afkeurt.

Het aanvullende reglement betreffende de maatregelen die niet bedoeld zijn in het tweede lid, worden alleen in geval van de aanleg van nieuwe parkeerplaatsen ter goedkeuring aan de goedkeurend beambte voorgelegd.

Voor de maatregelen met betrekking tot parkeerreservering voor gehandicapten, bedraagt de termijn bedoeld in artikel 3, § 2, tweede lid, van het decreet van 19 december 2007, twintig dagen, zelfs zonder voorafgaand overleg indien het aanvullende reglement enkel op deze maatregel betrekking heeft.

**Art. 4.** De krachtens de artikelen 2 en 3 in te dienen erkenningsaanvragen worden langs elektronische weg ingediend. Zij kunnen echter nog tot zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit per post worden ingediend.

De aanvragen worden geacht te zijn ontvangen:

1° de eerste werkdag na de verzending van het dossier langs elektronische weg;

2° in voorkomend geval, de eerste werkdag na de postdatum van het ontvangen schrijven met het dossier.

**Art. 5.** De termijnen bedoeld in de artikelen 3, § 2, tweede lid, en 4, § 2, tweede lid, van het decreet van 19 december 2007 worden opgeschort indien de goedkeuringsaanvraag onvolledig is of indien bij de beraadslagingen van de gemeenteraad een kennelijke vormfout wordt vastgesteld. Een nieuwe termijn wordt berekend zodra de aan de gemeente gevraagde stukken worden ontvangen en indien de aanvraag door de goedkeurend beambte als volledig wordt beschouwd.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 6.** Artikel 69/2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden bij de Waalse Overheidsdienst, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 69i2 Er wordt volmacht verleend aan de directeur-generaal of aan een door hem aangewezen personeelslid van niveau A om de artikelen 2 en 5 van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen en de ambtshalve maatregelen bedoeld in artikel 13 van hetzelfde decreet toe te passen.”

**Art. 7.** In artikel 69/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2017, worden de woorden “overeenkomstig artikel 78.1.1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer” vervangen door de woorden “overeenkomstig artikel 10, § 2, van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen”.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 8.** De Minister die bevoegd is voor verkeersveiligheid en de Minister van Plaatselijke besturen zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202351]

**28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm);

Vu le rapport du 5 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 18 décembre 2018;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 27 novembre 2018;

Vu le protocole de négociation syndicale n° 751 du Comité de secteur XVI, conclu le 25 janvier 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 21 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;